

6 juillet 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le centre d'études scientifiques et techniques d'Aquitaine, sur les derniers essais nucléaires en grandeur réelle et sur le développement des nouvelles technologies, Le Barp le 6 juillet 1999.

Mesdames,

Messieurs,

Je viens de visiter avec beaucoup d'admiration ce Centre d'études scientifiques et techniques d'Aquitaine qui constitue, dans le domaine militaire, un exemple de ce que la technologie française, alliée à la puissance de calcul des ordinateurs, peut réaliser en étant mise au service de notre indépendance nationale.

J'ai souhaité que cette plongée dans le monde des hautes technologies ne s'arrête pas à l'univers, par définition secret et protégé, de la dissuasion nucléaire.

Il m'a paru nécessaire dans cette rencontre qu'elle s'élargisse à toutes celles et à tous ceux, responsables d'entreprises et chercheurs, qui font le dynamisme des nouvelles technologies en Gironde, en Aquitaine. Chacun d'entre vous, dans sa spécialité, participe à un élan d'innovation dans des domaines où se joue une grande partie de l'avenir de l'activité et de l'emploi.

Nous allons dans un instant avoir un peu de temps pour parler ensemble, mais je voudrais auparavant vous livrer quelques réflexions, en commençant par ce que je viens de voir, qui permet d'apprécier très concrètement les conditions dans lesquelles notre pays est en train de se doter des moyens de simulation nécessaires à la pérennité de notre armement nucléaire.

Le Général de Gaulle a fait le choix, il y a maintenant une quarantaine d'années, de garantir la sécurité de notre pays par la force de dissuasion. Ce choix a contribué à nous permettre de vivre en paix depuis des décennies. Il préserve le rang de la France dans le monde. Il confère à notre pays des responsabilités particulières.

La dissuasion nucléaire demeure aujourd'hui un fondement essentiel de notre défense et elle est l'ultime garantie contre toute menace sur nos intérêts vitaux, quelles qu'en soient l'origine ou la forme.

La France doit disposer d'un armement fiable et sûr. Dans le passé, cet objectif nécessitait la réalisation périodique d'essais nucléaires. Il sera dorénavant atteint dans l'avenir grâce à la simulation.

Tout ce que nous avons vu aujourd'hui confirme, s'il en était besoin, que les choix faits en 1995 étaient les bons. Les six essais complémentaires que nous avons effectués nous ont apporté les éléments scientifiques et techniques qui nous manquaient avant de nous engager définitivement dans la voie de la simulation.

Cette décision n'était pas facile à prendre. Elle nous a valu, c'est vrai, quelques critiques. Nous aurions pu, comme certains le prônaient alors, tenter de réaliser un outil de simulation sans disposer des données fondamentales qui nous faisaient défaut. Tout aurait reposé sur la bonne volonté de nos alliés. Je me suis refusé, pour ma part, à prendre ce risque, dès lors que la sécurité de la France et des Français était en jeu.

Grâce à la simulation, notre force nucléaire, qui a été ramenée à un niveau de stricte suffisance pour l'adapter à l'évolution des menaces, restera totalement crédible dans les décennies à venir.

Devant vous, je tiens à rendre un hommage particulier, un hommage fort aux scientifiques, aux ingénieurs, aux techniciens et aux ouvriers qui se sont mobilisés pour relever cet extraordinaire défi technologique.

L'aventure qui s'est engagée au CESTA est une aventure prometteuse pour l'ensemble de la recherche française. Elle peut aussi déboucher sur des applications dans le domaine de la fusion contrôlée, enjeu essentiel de notre indépendance énergétique future.

Elle participe de la grande ambition scientifique qui doit être celle de la France du XXI^e siècle, une ambition qui est à la mesure de nos chercheurs et qui doit être partagée par tous les acteurs économiques.

Les nouvelles technologies, ce ne sont pas seulement des réalisations exceptionnelles comme le laser Megajoul, c'est aussi une nouvelle économie, une nouvelle organisation sociale.

L'économie moderne va redonner sa chance aux territoires et aux hommes, à tous les territoires et à tous les hommes.

Hier, la performance allait aux grandes unités, proches des grands centres du pouvoir et l'économie poussait à la concentration, à la centralisation et à l'urbanisation.

Mais l'avenir est maintenant à ceux qui maîtriseront l'innovation, les technologies de l'information, le génie génétique, les biotechnologies. L'avenir est ouvert aux petites unités très rapides, dynamiques, prenant appui sur la recherche, flexibles, mobiles, conquérantes.

On peut d'ores et déjà être à la pointe du progrès scientifique et économique, en prise directe sur le monde entier, et vivre au cœur du terroir.

Je le dis souvent : la compétition des territoires est commencée. Une compétition ouverte à nos villes, à nos pays, à nos régions et où chacun dispose d'atouts.

C'est le véritable défi de demain pour la démocratie locale : gérer les services publics au plus près, diminuer les charges lorsqu'elles ne sont pas indispensables, être des facilitateurs de projets, identifier les atouts d'un bassin de vie, les renforcer encore. Rendre possible plutôt que faire. Attirer. Convaincre. Ouvrir la voie aux créateurs d'activités et de richesses. Rechercher les talents et les idées. Bref, libérer les énergies, leur permettre de s'accomplir pour qu'elles tirent l'activité et l'emploi, loin des pesanteurs idéologiques et de l'inertie bureaucratique qui éloignent trop souvent nos politiques nationales des réalités de la vie.

Tout indique que le développement des technologies nouvelles, notamment dans les services, sera dans les prochaines années un puissant levier de création d'emplois, nous le voyons déjà aux Etats-Unis.

Nous devons permettre aux créateurs d'accéder plus largement au capital-risque. Toute personne qui a une idée sérieuse doit pouvoir trouver quelqu'un pour la financer. Dans les nouvelles technologies, les chances de gain sont telles que si 9 projets échouent, le dixième réussira tellement bien que son succès compensera largement les pertes subies par les autres.

La France doit aussi permettre aux créateurs de s'entourer de jeunes diplômés les plus qualifiés en facilitant leur formation, bien sûr, mais aussi leur association aux succès de l'entreprise et en rendant la fiscalité plus incitative. Il n'est pas normal qu'à cause du niveau et de la structure de nos prélèvements, pour augmenter de 100 F le revenu après impôts d'un salarié les plus qualifiés, il faille déboursier près de 300 F en France contre 170 F au Royaume-Uni. Ne nous étonnons pas alors de la fuite des cerveaux et des conséquences qu'elle comporte pour nous. Tout indique que de profonds changements sont à l'œuvre dans notre Société. L'Etat est-il en mesure de les accompagner ? Ne risque-t-il pas d'être un frein ? C'est une des principales questions des années à venir. L'Etat ne peut pas rester à l'écart des grandes transformations qui font le dynamisme de la vie économique et sociale. Nous connaissons actuellement une croissance soutenue. Elle crée de nouvelles marges de manœuvre pour nos finances publiques. C'est une période très favorable pour mettre en œuvre les réformes qui renforceront l'efficacité de la puissance publique au bénéfice des citoyens tout en allégeant les prélèvements qui pèsent sur l'activité et l'emploi.

Voici, Mesdames et Messieurs, les quelques réflexions dont je voulais vous faire part avant d'évoquer plus directement avec vous les problèmes à la fois de ce centre superbe et de

l'économie qui l'entoure. Je vous remercie.